



HAUTE-GARONNE - LE DEPARTEMENT
Haute-Garonne - 2026

LGV Bordeaux-Toulouse : le Département est le 2e financeur en Occitanie

Aménagement

Déplacement

Transport

Écologie

Publié le 5 novembre 2021

Reading time : 4 minutes



Quel est le projet de LGV Bordeaux-Toulouse ?

Longue de 222 km, dont 55 km de tronc commun avec la ligne nouvelle Bordeaux-Espagne, la Ligne à grande vitesse (LGV) reliant Toulouse et Bordeaux assurera une desserte ferroviaire rapide et fréquente des bassins de vie, d'emploi et d'activité de la vallée de la Garonne.

Georges Méric, le président du Conseil départemental de la Haute-Garonne, soutient depuis le début ce projet d'aménagement de territoire, et attendait la reconnaissance du Conseil d'État pour développer rapidement le plan d'actions :

" Il est maintenant plus qu'urgent de réunir l'ensemble des financeurs de la LGV pour définir et consolider un plan de financement crédible et soutenable. Envisager l'implication financière des collectivités territoriales sans un soutien financier fort de l'État n'est pas réaliste. "

Depuis 2016, le développement de la Ligne à grande vitesse (LGV) reliant Toulouse et Bordeaux est soutenu par le Conseil d'État qui reconnaît ce projet comme d'utilité public. Co-financée par la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, le Conseil départemental de la Haute-

Garonne, et Toulouse Métropole, cette liaison performante permettra de rapprocher l'Atlantique et la Méditerranée. Depuis Toulouse, les Haut-Garonnais-es pourront rallier Bordeaux en 1h05 et Paris en 3 heures 10.

" La responsabilité de la réalisation de ce projet est collective. Il est urgent de consolider rapidement un plan de financement crédible et soutenable, pour l'ensemble des parties prenantes. "

Des collectivités locales mobilisées

Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Georges Méric, Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne et Jean-Luc Moudenc, Président de Toulouse Métropole, mènent depuis une dizaine d'années un combat conjoint afin de conduire le projet de la LGV Bordeaux-Toulouse. Fin 2017, ils ont adressé un courrier à la ministre des Transports, Elisabeth Borne, pour redire d'une même voix leur détermination à faire avancer le dossier de la LGV. Le calendrier de réalisation et le plan de financement sont alors attendus. Quelques mois plus tard, le rapport Duron tombe, et classe ce projet parmi les projets d'infrastructure nationaux prioritaires, une belle victoire commune saluée par les 3 parties.

Ils doivent malgré tout maintenir la pression pour un calendrier resserré : " Notre détermination et notre unité pour obtenir la LGV dans un calendrier raisonnable restent entières. D'ici la présentation du texte au Parlement en février 2019, nous allons intensifier notre mobilisation pour que la voix de nos territoires et de leurs habitants soit enfin mieux entendue", ont déclaré Carole Delga, Présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, Georges Méric, Président du Conseil départemental de la Haute-Garonne et Jean-Luc Moudenc, Maire de Toulouse et Président de Toulouse Métropole.

Le GPSO, d'un coût global de 10,3 Mds €, est financé par l'État à hauteur de 4,1 Mds €. Cinq départements en plus de la Haute-Garonne, six communautés d'agglomération, ainsi que le Sicoval et le Muretain participeront au financement de la LGV en Occitanie.

534,3 M€ d'aides du Département au GPSO votées en décembre 2021

Mardi 14 décembre 2021, les élus départementaux réunis en session ont confirmé la participation du Conseil départemental de la Haute-Garonne au financement du Grand Projet Ferroviaire Sud-Ouest (GPSO), à hauteur de **534,3 M€**. Cela représente 13,63 % du montant total des investissements et 24,42 % de la part versée par les collectivités territoriales d'Occitanie, ce qui place la Haute-Garonne comme 2nd financeur d'Occitanie.

"Le Conseil départemental de la Haute-Garonne soutient le projet de Ligne à Grande Vitesse Toulouse-Bordeaux depuis son origine et n'a eu de cesse de se mobiliser pour faire aboutir cet équipement structurant pour la Haute-Garonne, qui placera la 4ème ville de France au rang de capitale européenne. Cette ouverture nationale et européenne sera un formidable atout pour désenclaver et renforcer l'attractivité de notre territoire, au bénéfice des acteurs économiques et de tous ses habitants. Les travaux de la LGV permettront par ailleurs de réaliser les aménagements ferroviaires au nord de Toulouse, nécessaires pour développer les déplacements du quotidien de type RER." a déclaré Georges Méric, président du Conseil départemental de la Haute-Garonne.

Si le plan de financement est validé par le Conseil d'État début 2022, les travaux pourront commencer en 2024, pour une mise en service de la LGV Bordeaux-Toulouse en 2030-2032.